



Conférence donnée au cours de la session 2013 des Semaines sociales de France, "Réinventer le travail"

Résumé du vendredi

René POUJOL

Chers amis,

Il me revient, ce matin, de vous restituer l'essentiel de la réflexion de notre journée d'hier. Elle entendait, selon une tradition désormais bien établie dans nos sessions, broser une sorte d'état des lieux ainsi formulé : *«Le travail et l'emploi dans un monde en mutation»*. Je me livrerai à cet exercice en évoquant, bien évidemment, les interventions qui ont pu être suivies par l'ensemble des participants à Paris, Villeurbanne et Strasbourg, mais également en faisant référence aux trois «débat en local» de la matinée d'hier, non retransmis à l'ensemble des semainiers. J'ajouterai qu'une synthèse n'est pas un compte rendu et suppose donc une part de subjectivité... que je me suis autorisée.

Deux crises à aborder simultanément : l'emploi et le travail.

C'est donc une double crise, de l'emploi et du travail que nous devons affronter aujourd'hui. Crise de l'emploi, au travers d'un chômage massif et durable ; crise du travail, au regard d'une précarisation accélérée et d'une «souffrance» multiforme. Or, nous a dit hier, depuis Lyon, le sociologue François Dubet : *«Notre obsession de l'emploi nous a conduits à délaisser le thème du travail.»* Dès lors, nous nous accordons volontiers avec l'analyse de l'économiste Michel Weill exprimant devant nos amis de Strasbourg l'idée qu' : *«On ne peut résoudre les problèmes de l'emploi sans résoudre en parallèle la réhabilitation du travail.»* Car il y va des conditions même de la santé et du développement de l'entreprise et partant, de l'économie en général, créatrice d'emplois.

L'enjeu est d'autant plus sensible, pour les chrétiens que nous sommes, qu'il se double d'une dimension sociale aiguë, bien exprimée par notre président, Jérôme Vignon, dans son introduction, lorsqu'il constatait que *«Le travail est de moins en moins accessible aux plus fragiles»*, alors même qu'il représente pour eux *«le meilleur abri contre la précarité.»* La boucle est donc bouclée.

Quatre lectures possibles d'une même crise.

Arrêtons-nous un instant à cette «crise du travail». Des interventions d'hier il semble possible de tirer, à son sujet, plusieurs niveaux de lecture finalement plus complémentaires qu'alternatifs :

1 - On pourrait par exemple soutenir que sur l'essentiel, rien, au fond, n'a vraiment changé depuis un siècle, ne serait-ce que parce que nous vivons dans le même cadre d'une économie capitaliste de type libéral. C'est l'impression que l'on pouvait avoir, en fin d'après-midi, en revisitant sous la conduite de Lionel Lacour, dirigeant de Cinesium, le thème du travail tel qu'il a été abordé, dans le cinéma, depuis les frères

Lumière jusqu'à nos jours. Avec quelques constantes : tous les travailleurs paraissent interchangeables ; l'humain n'étant, finalement, qu'une variable d'ajustement pour une économie capitaliste génératrice de «violences». Quoi de plus intemporel que le cri de José Garcia dans *Le Couperet* de Costa Gavras : «*En me prenant mon travail on m'a volé ma vie.*» ?

2 - Deuxième lecture possible : si le travail est en crise, les travailleurs se disent malgré tout plutôt heureux de leur vie : de 70% à 80% selon les sondages. François Dubet est convaincu que «*le travail a encore un bel avenir*» pour la simple raison qu'il donne à chaque travailleur une identité sociale reconnue, lui garantit une liberté financière, ouvre à une expérience créative... Et puis, a-t-il noté, «*chacun est bien conscient que l'absence de travail est bien pire que le travail.*»

3 - Un troisième niveau de lecture invite, néanmoins, à ne pas minimiser la «souffrance», encore une fois multiforme, liée au monde du travail, et pas uniquement la violence subie par celles et ceux qui en sont exclus. On pourrait en dresser la liste, même non exhaustive, à partir des observations de Michel Weill comme d'Elizabeth le Gac, secrétaire générale de la CFDF-Rhône. Je cite : précarisation, intensification du travail, individualisation, carences du management, manque de visibilité sur la gestion et l'avenir des entreprises, envahissement de la vie personnelle et familiale, par le biais des smartphones et des ordinateurs portables... au point de compromettre toute autre appartenance sociale des travailleurs dans le champ de la responsabilité familiale ou de l'engagement communal, paroissial, associatif...

Ce qui me faisait penser à cette réflexion du jésuite et psychanalyste Denis Vasse, - cher, j'en suis sûr, à nos amis de Villeurbanne - écrivant dans son livre *Le temps du désir* (1), je cite : «*Le travail peut être l'alibi le plus mensonger de l'homme. Être à son travail peut être de toutes, la manière la plus sûre de ne pas être là où un autre nous cherche ou nous attend, dans la parole.*» Sauf que Denis Vasse semble ici faire référence à une époque où le travailleur pouvait être tenté volontairement de se réfugier voire de fuir, dans le travail, laissant les charges domestiques à son conjoint (le plus souvent son épouse), alors qu'aujourd'hui ce serait plutôt le travail qui, parfois, l'emprisonne.

4 - Une quatrième et, pour moi, dernière lecture de cette question de la «crise du travail», pourrait consister, à prendre acte néanmoins, d'un certain nombre d'évolutions positives récentes :

- soit au travers de «tendances lourdes» pour reprendre l'expression de Jérôme Vignon, citant Claude Thélot, parmi lesquelles : l'augmentation du taux d'emploi au niveau mondial, révélateur d'un plus large accès au travail, ou encore la diminution globale de la pénibilité physique...
- soit au regard des initiatives des institutions européennes, rappelées hier, à Strasbourg, par la juriste Mélanie Schmitt, même si leur intention de défendre tout à la fois les consommateurs et les travailleurs contre les effets néfastes du libéralisme économique, peut parfois générer une forme de schizophrénie puisqu'il prétend concilier les intérêts antagonistes... des mêmes personnes.
- soit, enfin, au travers des négociations entre partenaires sociaux comme celles ayant conduit au vote de la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, introduisant la notion de flexibilité qui ouvre à des accords permettant aux entreprises, en période de crise, de préserver des emplois par la réduction

momentanée de la durée du travail, avec maintien du contrat et du statut des salariés.

La mondialisation comme cause de la crise du travail ?

Pardon pour ce long développement mais il me semblait utile. En ouverture de cette première journée, il nous avait semblé important de nous interroger sur la possible responsabilité de la mondialisation, dans cette crise du travail. Pour l'économiste Jean-Paul Betbèze, les effets de la mondialisation se caractérisent par l'ambivalence, l'ambiguïté. Conviction argumentée au travers d'une dialectique culinaire du sucré-salé dont il a généreusement épicé son propos.

Pour «classique» qu'elle puisse paraître, son analyse vaut d'être ici brièvement rapportée. La mutation considérable que nous connaissons, résulte de l'effet conjugué de deux révolutions industrielles massives, mondiales, qui ont considérablement réduit les notions de temps et d'espace : celle du transport dans le commerce mondial et celle de la communication numérique, au travers de deux objets symboliques que sont le container et l'ordinateur.

Au début, nous a-t-il dit : tout va bien (c'est le sucré). Les produits sont moins chers et l'on voit des pays ou sous-continent hier encore dits du Tiers Monde devenir «émergents» avec des taux de croissance à faire rêver. Sauf que l'on découvre, dans un deuxième temps (c'est le salé), que le développement industriel se fait ailleurs, entraînant chez nous une poussée du chômage et au niveau mondial l'émergence d'inégalités colossales symbolisées à merveille par une caste de nouveaux milliardaires surgissant comme des champignons après l'orage. Or, l'emploi détruit ne pouvant être immédiatement remplacé, les gouvernements ont pris l'habitude, depuis des décennies, d'amortir la crise en laissant se creuser la dette publique.

Et Jean-Paul Betbèze de nous proposer cette lecture : *«La dette, c'est le temps que l'on se donne parce qu'on ne veut pas s'adapter.»* Et lorsque le seuil devient insupportable (pensons à la Grèce, l'Espagne, le Portugal... et pourquoi pas, demain, la France, nous a-t-il dit) l'ajustement s'opère dans une grande violence, par l'explosion du chômage et la baisse du pouvoir d'achat. D'où, au travers d'un vibrant plaidoyer pour une Europe forte comme seul moyen d'éviter demain un affrontement entre les deux autres grandes puissances économiques mondiales que sont les Etats Unis et la Chine, sa profession de foi : *«Il y a des lois économiques qui s'imposent à nous. N'ayons pas peur du changement.»*

Quand l'Allemagne crée des emplois... sans augmenter le volume de travail offert !

Je ne suis pas économiste mais le citoyen, en moi, se rebiffe tout de même un peu à l'idée que l'homme doive à ce point s'adapter, sans autre débat, à une réalité du monde du travail qui semble procéder davantage d'impératifs financiers que réellement économiques. Suspicion renforcée par l'intervention de Bernard Gazier, lorsqu'il souligne qu'entre 1994 et 2012, l'Allemagne a bien créé quatre millions d'emplois nouveaux ramenant le chômage Outre-Rhin à 5% - contre 10% chez nous - , mais que sur la même période le nombre d'heures de travail effectuées n'a pas varié. La «rigueur» allemande aurait donc créé de l'emploi mais pas du travail, ce qui signifie en clair qu'il y aurait eu «partage contraint» et du travail et des rémunérations.

Quel travail pour quel type de croissance ?

Le thème de cette session nous invite à «réinventer le travail». Mais selon quelles modalités ? Nous allons y venir ! Mais je voudrais, au préalable, situer ici l'intervention de Dominique Méda, philosophe et sociologue, dans la mesure où elle pose la question, centrale, de la croissance.

Que nous dit-elle ? Face à une double crise de l'emploi et du travail qu'elle ne parvient pas à surmonter, l'Europe semble tout attendre du retour de la croissance au point de la voir surgir, régulièrement, ici ou là, comme jadis Raymond Barre semblait percevoir le «bout du tunnel...» Or, proclame-t-elle, de croissance au sens «classique» du terme, il n'y aura pas et il n'est pas souhaitable qu'il y ait, car notre type de croissance n'est ni généralisable ni durable, sauf à prendre le risque d'accélérer : l'augmentation de l'émission de gaz à effet de serre, le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables, la fragilisation de nos écosystèmes...

«Faisons comme si la croissance ne devait pas revenir» nous enjoint-elle avant de plaider pour une reconversion écologique de l'économie qui réduirait de manière drastique son impact sur la nature. Ce qui, à dire vrai, traduit en termes de «mode de vie plus sobres», est l'injonction des encycliques les plus récentes comme *Caritas in veritate* du pape Benoît XVI (2) et de leur traduction dans des textes de la Conférence des évêques de France comme *Grandir dans la crise* (3), ou encore *Enjeux et défis écologiques pour l'avenir* (4). Il conviendrait donc de réorienter notre croissance vers les productions les plus essentielles, avec ce constat (optimiste ou volontariste) que les secteurs à développer prioritairement vont nécessiter tout à la fois une relocalisation et plus de travail (pensons notamment au vaste secteur de l'isolation thermique).

Les clés du nouveau travail...

Dès lors, sur quelles bases réinventer le travail ? Sans vouloir forcer le consensus parmi les intervenants d'hier, et sans fournir ici l'exhaustivité des propositions que l'on retrouvera dans le texte des interventions, il semble que nous puissions déceler quelques convergences :

Autour de François Nogué lorsqu'il prône :

- une meilleure adaptation de la formation initiale des jeunes (avec réhabilitation de l'apprentissage) aussi bien dans le secondaire qu'à l'université, et de la reconnaissance/validation ultérieure des parcours professionnels
- la recherche d'une meilleure flexibilité-fluidité sur le marché du travail, justement compensée par une sécurisation des parcours professionnels

Ou encore autour de Jean-Eudes Tesson, chef d'entreprise, membre du Medef, mais également président de l'Acoss, appelant :

- à la réintroduction de la notion de bienveillance, nécessaire à la cohésion dans l'entreprise
- à la prise en compte des nouvelles aspirations des jeunes mais également de la globalité de la vie des salariés et de leur souhait de mieux concilier (notamment chez les femmes) vie personnelle et vie professionnelle.

... et la place de l'Economie sociale et solidaire

Sans doute est-il pertinent de situer ici la question ainsi formulée par deux jeunes intervenantes présentes à la tribune : «Face à un monde de brutes, l'économie sociale

et solidaire serait-elle LA réponse ?» (5) Comme solution unique au problème du travail, et système alternatif à une économie de type capitaliste, sans doute pas ! Néanmoins, nous avons entendu Bertrand Foucher, président d'Artibois, qui emploie des personnes en situation de souffrance psychique, nous expliquer combien son entreprise, autofinancée, redonnait à ces personnes fragilisées une appartenance citoyenne tout en faisant faire des économies substantielles à la collectivité. Mais je relève surtout son constat que la créativité inhérente à ce type d'organisation donnait à l'entreprise *«une plus grande résistance à des retournements de conjoncture.»*

Permettez-moi cette parenthèse : c'est au mot près l'analyse développée par Jean-Philippe Larramendy dans son livre *Tu ne convoiteras pas*, lorsqu'à propos de la coopérative Basque espagnole Mondragon, il observe qu'elle a particulièrement bien surmonté la crise de 2008 et son prolongement ibérique, parce que son mode coopératif de fonctionnement lui permettait de *«faire radicalement disparaître l'opposition traditionnelle entre capital et travail.»* (6) Or, Mondragon, ce n'est pas les trente salariés d'Artibois mais 83 000 travailleurs associés présents dans tous les secteurs de l'économie dans 140 pays... pour un chiffre d'affaire de 15 milliards d'euros.

Tout ne vas pas si mal...

Retenons, si vous le voulez bien, de notre journée d'hier et à titre de conclusion pour cette synthèse, que tout ne va pas si mal.

- à Paris, les jeunes des mouvements associés à la préparation de cette session - à travers la mise en scène d'un double procès - nous ont dit à la fois leurs difficultés à s'insérer dans le monde de l'entreprise et le formidable désir qui était le leur de s'y intégrer avec les attentes de leur génération (Y ou Z) évoquées à plusieurs reprises : besoin de donner sens à leur travail, désir de s'y épanouir pleinement et d'entreprendre.
- à Strasbourg, François Bouchard et Michel Hamy nous ont montré comment malgré les particularismes français ou allemands, et malgré les difficultés liées à une moindre maîtrise de la langue allemande chez les générations de jeunes Alsaciens, on pouvait mettre en œuvre un système transfrontalier au niveau d'un vaste bassin d'emploi de six millions de personnes, visant notamment à pallier la dénatalité allemande par l'apport de jeunes apprentis français.
- à Lyon, nous avons eu l'illustration d'une possible prévention de la précarité au travers de la création des Ateliers par des anciens de chez Lejaby ; du concept même de l'entreprise Artibois déjà évoquée ; ou de l'engagement de la CFDT auprès des jeunes et de salariés susceptibles de reprendre leur entreprise lorsque les dirigeants entendent s'en désengager.

Bref, nous avons eu, me semble-t-il, en microcosme, une formidable illustration de l'énergie, du courage, de la volonté et de la créativité mises en œuvre en bien d'autres endroits sans doute à travers la France, même si cette réalité est trop souvent occultée par la couverture médiatique de plans sociaux et de fermetures d'usines. De quoi, finalement, donner raison à François Nogué, DRH de la SNCF et président de Pôle emploi, soulignant combien : *«C'est dans les périodes de crise que les solutions se profilent»* ; ajoutant que : *«cela commence par les prises de conscience.»*

Les prises de conscience, ne sont-elles pas, précisément, au cœur de la démarche permanente des Semaines sociales de France et notamment de cette session sur le travail ? Alors, si vous le voulez bien, poursuivons aujourd'hui notre réflexion en nous demandant comment remettre du sens et de l'humain au cœur de l'entreprise pour, ensemble, réinventer le travail et partant, servir l'emploi.

Je vous remercie.

-
- (1) Denis Vasse, *Le Temps du désir*, Point Poche, p.97
 - (2) *Caritas in veritate*, lire notamment le paragraphe 51.
 - (3) Cef : *Grandir dans la crise*, Bayard/Cerf/Fleurus-Mame, 2011
 - (4) Cef : *Enjeux et défis écologiques pour l'avenir*, Bayard/Cerf/Fleurus-Mame, 2012
 - (5) Passant de l'oral à l'écrit, j'ai décidé, après vérification, de retirer de cette synthèse une mauvaise interprétation d'une phrase de *Jean-Eudes Tesson*.
 - (6) Jean-Philippe Larramendy, *Tu ne convoiteras pas*, Bayard 2013, p.117.